



La Réunion



Septembre 2015

Emploi et chômage : le paradoxe réunionnais

Le marché du travail réunionnais présente un paradoxe : la croissance de l'emploi est plus dynamique qu'ailleurs mais le chômage y est aussi plus élevé. Entre 2001 et 2007, la vigueur de l'économie a généré 6 300 emplois par an, principalement dans les secteurs marchands. Mais depuis 2008, avec le retournement de conjoncture, le rythme de création d'emplois est plus faible (+ 2 900 emplois par an entre 2007 et 2013) et ne permet plus d'absorber l'augmentation de la population active et de faire reculer le chômage. Entre 2007 et 2013, 7 300 actifs supplémentaires se présentent en moyenne chaque année sur le marché du travail, soit beaucoup plus que sur la période précédente. La hausse du taux d'activité des Réunionnais, en particulier celui des femmes, est le principal déterminant de cette augmentation, davantage que la pression démographique liée au renouvellement des générations et aux migrations. Même s'ils sont confrontés à un chômage très important, les jeunes contribuent plus faiblement que les seniors à l'augmentation de la population active. Ils sont en effet nombreux à quitter l'île, ce qui limite la pression qu'ils exercent sur le marché local. La croissance de la demande d'emplois provient avant tout des seniors réunionnais : avec 4 900 actifs de plus chaque année entre 2007 et 2013, ils concentrent à eux seuls les deux tiers de la hausse de la population active.

Édouard Fabre et Jannick Rivière (Insee) et David Perrain (IEDOM)

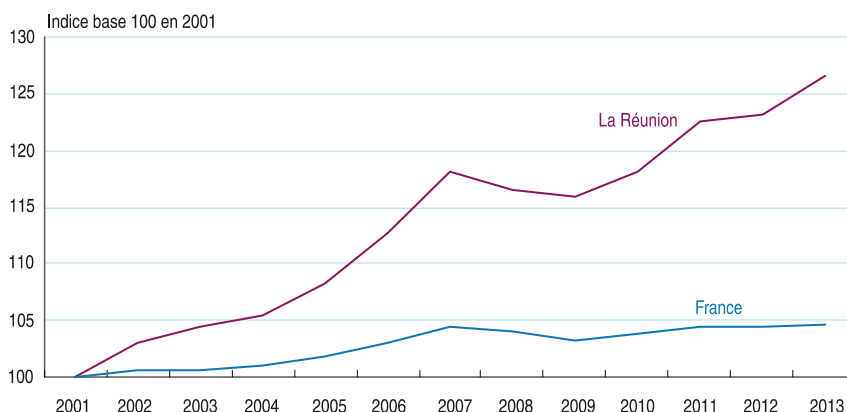
Le marché du travail réunionnais est l'un des plus contrastés de France. La Réunion est à la fois la région française où le taux de chômage est le plus élevé (26,8 % en 2014 contre 9,9 % en France métropolitaine), mais également une des plus dynamiques en matière de créations d'emploi. Entre 2001 et 2013, l'emploi progresse de 2,0 % en moyenne chaque année (+ 0,4 % au niveau national), soit 4 600 emplois supplémentaires par an (figures 1 et 2). Seule la Corse fait mieux, avec une hausse de 2,3 %. Néanmoins, les évolutions varient selon les périodes. Entre 2001 et 2007, l'économie réunionnaise est particulièrement dynamique, soutenue par des politiques publiques incitatives avec les différentes lois pour l'Outre-mer et les aides européennes au développement. Le produit intérieur brut (PIB) augmente alors de 4,9 % par an sur la période, soit trois fois plus vite qu'en France métropolitaine.

Cette croissance est fortement créatrice d'emplois, avec une progression de 2,8 % par an (contre + 0,7 % en France), soit 6 300 emplois supplémentaires chaque année.

Le retournement de conjoncture en 2008 et la récession en 2009 marquent une rupture et sont suivis d'une période de croissance plus modérée. Entre 2007 et 2013, l'emploi total continue de

1 La création d'emplois repart à la hausse en 2010

Évolution de l'emploi total (salarié et non salarié)



Source : Insee, Estel.



progresser, alors qu'il stagne en métropole. Mais le rythme s'infléchit nettement, à + 1,1 % en moyenne annuelle, soit 2 900 emplois supplémentaires par an. Avec 24 600 emplois sur les 264 200 Réunionnais qui travaillent, l'emploi non salarié se développe. Entre 2001 et 2013, le nombre d'agriculteurs, de commerçants, d'artisans et de professions libérales augmente de 3,8 % par an, soit deux fois plus vite que l'emploi salarié (+ 1,8 % par an). Surtout, il soutient la croissance de l'emploi sur la période récente, avec notamment la mise en place début 2009 du statut d'auto-entrepreneur. Entre 2007 et 2013, l'emploi non salarié progresse de 4,1 % par an, tandis que la hausse de l'emploi salarié ralentit nettement (+ 0,9 % par an).

L'emploi marchand porte la croissance entre 2001 et 2007

À l'instar du niveau national, l'emploi salarié représente neuf emplois sur dix. Entre 2001 et 2007, l'économie réunionnaise crée plus de 5 700 emplois salariés par an, soit une hausse de 2,8 % chaque année. Durant cette période, l'économie marchande est particulièrement dynamique, avec une progression de ses effectifs de 5 200 salariés par an (+ 4,5 %), soit 82 % des créations

d'emplois totales. Les services marchands constituent ainsi la principale source de créations d'emplois de l'île, et portent la moitié des emplois supplémentaires (+ 5,0 % en moyenne par an) (figure 3). Les créations sont nombreuses dans les activités générales de soutien aux entreprises (services administratifs de bureau, activités liées au personnel, l'organisation des locaux et la logistique, centres d'appels, etc.), mais également dans les services à destination des particuliers (coiffeurs, blanchisseurs, ménage à domicile, etc.). L'emploi est également particulièrement dynamique dans le secteur de la construction, dont les effectifs salariés progressent de 9,9 % par an entre 2001 et 2007. Ce secteur est à l'origine d'une création d'emploi sur cinq (1 400 par an). Cette période est ainsi très favorable pour la construction, combinant des dispositifs fiscaux incitatifs pour la construction de logements privés (loi Girardin) et la réalisation de chantiers publics d'envergure comme celui de la route des Tamarins. Les effectifs dans l'industrie et le commerce progressent moins rapidement, de respectivement + 1,6 % et + 2,5 % par an. Parallèlement, l'économie non marchande, c'est-à-dire les secteurs de l'administration, l'éducation, la santé et l'action sociale, crée

également des emplois (570 par an), mais à un rythme beaucoup plus modéré (+ 0,6 %) et même inférieur à la croissance de la population (+ 1,5 %). Le poids du secteur public dans l'emploi salarié total recule ainsi de 46 % en 2001 à 40 % en 2008.

Le démarrage de la crise pèse sur l'emploi

La courbe de l'emploi s'inverse dès 2008. La région perd alors 4 200 salariés alors que l'économie réunionnaise continue d'afficher une croissance économique positive (+ 3,0 % en volume). Ces destructions d'emplois se concentrent principalement dans le secteur des autres services, qui concerne notamment les associations (- 1 900 emplois) et l'administration publique et l'enseignement (- 3 000). Ces fortes baisses s'expliquent par la suppression d'un grand nombre de contrats aidés (32 000 contrats en vigueur en 2001 contre 18 600 en 2008), à l'instar de la métropole. En 2008, le secteur de la construction commence également à perdre des emplois (- 2,6 %, soit - 500 emplois), suite aux difficultés que rencontre la filière (incertitudes autour de la Lodeom et fin des grands travaux publics).

La Réunion bascule dans la récession en 2009, avec un PIB en recul de 2,7 % et la suppression de 1 400 emplois salariés. Les effectifs de la construction sont directement touchés (3 600 emplois supprimés, soit 19,0 % des emplois du secteur sur un an), entraînant l'industrie manufacturière, dont certaines activités sont liées au BTP. Toutefois, l'emploi progresse dans les autres secteurs (+ 1,4 %), notamment dans le commerce (+ 5,2 %).

Les moteurs de la création d'emplois changent avec la crise

Depuis la crise de 2008, le rythme de création d'emplois est insuffisant pour faire reculer le chômage. Le marché du travail est désormais soutenu par des politiques publiques, notamment avec la mise en place des emplois d'avenir. Le nombre de contrats aidés progresse ainsi de 11,9 % en moyenne par an entre 2008 et 2012. L'économie non marchande crée 1 700 emplois chaque année entre 2007 et 2013 (+ 1,7 % par an), soit trois fois plus qu'avant la crise (figure 4). Elle concentre 82 % des créations d'emplois salariés.

Le secteur marchand est pénalisé par le ralentissement de l'économie et peine à générer de l'emploi avec seulement 400 emplois nets par an (+ 0,3 %). La construction perd 1 100 emplois par an entre 2007 et 2013 (- 6,5 %), alors qu'elle en gagnait 1 400 par an entre 2001 et 2007. Elle retrouve ainsi des effectifs proches de ceux de 2003, soit avant le boom du secteur.

2 4 600 emplois créés par an entre 2001 et 2013

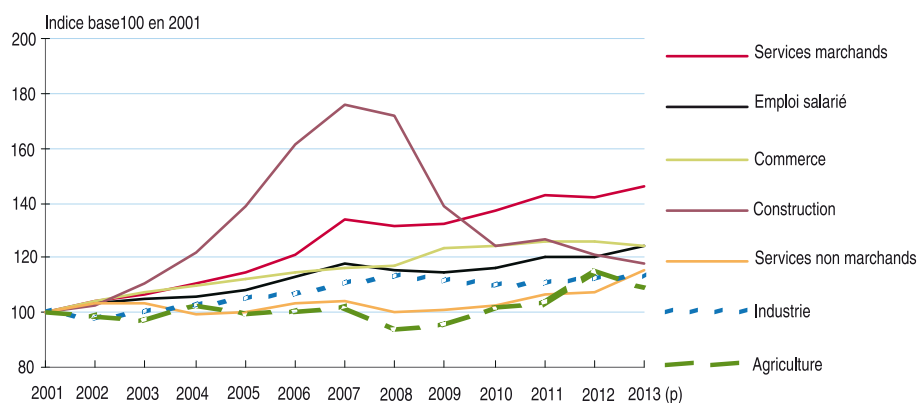
Nombre de créations et évolution de l'emploi par secteur en moyenne par an à La Réunion

	2001-2007		2007-2013		2001-2013	
	(en nombre)	(en %)	(en nombre)	(en %)	(en nombre)	(en %)
Ensemble	6 340	2,8	2 890	1,1	4 620	2,0
Emploi salarié dont :	5 740	2,8	2 020	0,9	3 880	1,8
Économie marchande dont :	5 170	4,5	360	0,3	2 770	2,3
Agriculture	10	0,3	30	1,1	20	0,7
Industrie	250	1,6	70	0,4	160	1,0
Construction	1 410	9,9	-1 080	-6,5	170	1,4
Services marchands	2 820	5,0	1 010	1,4	1 910	3,2
Commerce	680	2,5	330	1,1	510	1,8
Économie non marchande	570	0,6	1 660	1,7	1 120	1,2
Emploi non salarié	600	3,5	870	4,1	730	3,8

Lecture : en moyenne, 6 340 emplois ont été créés par an entre 2001 et 2007, soit une augmentation de 2,8 % chaque année. Source : Insee, Estel.

3 Les services marchands portent la croissance de l'emploi

Évolution de l'emploi salarié par secteur d'activité à La Réunion

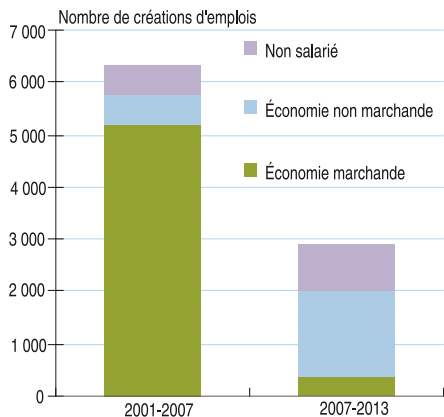


Source : Insee, Estel.

(p) : provisoire

4 L'économie non marchande tire la croissance de l'emploi depuis 2007

Évolution de la répartition de la création d'emplois par secteur économique à La Réunion



Source : Insee, Estel.

Le reste de l'économie marchande crée tout de même des emplois, mais à un rythme plus faible qu'auparavant (+ 1,2 % par an). L'emploi progresse de 0,4 % par an dans l'industrie, de 1,1 % dans l'agriculture et le commerce. L'emploi salarié s'accroît également dans les services marchands (+ 1,4 %), notamment dans l'hôtellerie-restauration (+ 2,6 %) et les technologies de l'information et de la communication (+ 2,6 %), ainsi que dans les activités administratives et de soutien aux entreprises (+ 2,8 %).

En 2014, l'emploi salarié marchand accélère nettement avec une hausse de 4,1 % sur l'année, soit le rythme le plus soutenu depuis 2007. Cette progression touche tous les secteurs, et notamment l'intérim. La construction crée à nouveau des emplois (+ 2,0 %), soutenue par les débuts des travaux de la Nouvelle route du littoral. L'industrie progresse également (+ 1,9 %), mais ce sont les services marchands qui croissent le plus (+ 5,6 % sur un an). Cette relance de la création nette d'emplois a un effet bénéfique sur le taux de chômage, qui se réduit légèrement entre le 2^e trimestre 2013 et le 2^e trimestre 2014.

Montée du chômage avec la crise

Entre 2001 et 2007, le chômage diminue fortement (figure 6). En 2001, 83 300 Réunionnais recherchaient activement un emploi, soit 30,1 % de la population active, taux de chômage le plus élevé de France. Six ans plus tard, avec 7 800 chômeurs de moins sur l'île, le taux de chômage baisse de 5,5 points pour atteindre un point bas (24,6 %).

Suite au retournement de conjoncture de 2008, le chômage repart à la hausse. En 2013, 29,0 % des actifs réunionnais sont au chômage. Celui-ci retrouve alors son niveau de 2001 et la barre des 100 000 chômeurs

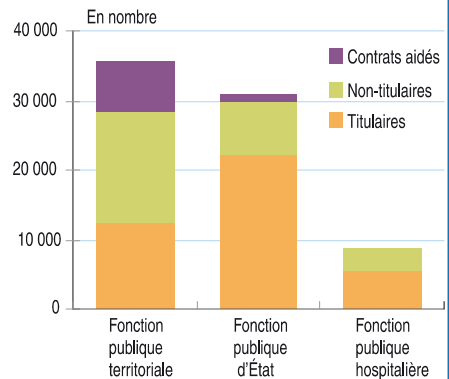
Encadré 1 - L'emploi dans la fonction publique

La fonction publique (État, territoriale, hospitalière) regroupe près d'un emploi salarié sur trois à La Réunion en 2011. La fonction publique territoriale concentre près de la moitié (47 %) des agents publics (figure 5). Les contrats aidés (contrat unique d'insertion, contrat d'accompagnement dans l'emploi, etc.), qui permettent de favoriser l'insertion professionnelle de personnes sans emploi, y sont fortement développés. En effet, ils représentent 20 % des effectifs de la fonction publique territoriale à La Réunion contre 3 % au niveau national.

Avec 92 agents de la fonction publique pour 1 000 habitants, La Réunion atteint un taux d'administration publique supérieur à la moyenne de province (82 %). Au classement des régions françaises, l'île se situe au 7^e rang, après le Limousin, la Corse, l'Île-de-France et les autres DOM (hors Mayotte).

5 Un emploi sur cinq est un emploi aidé dans la FP territoriale

Répartition des effectifs de la fonction publique à La Réunion en 2011



Source : Insee, Siasp 2011.

6 Retournement de conjoncture, chômage et emploi évoluent de manière symétrique

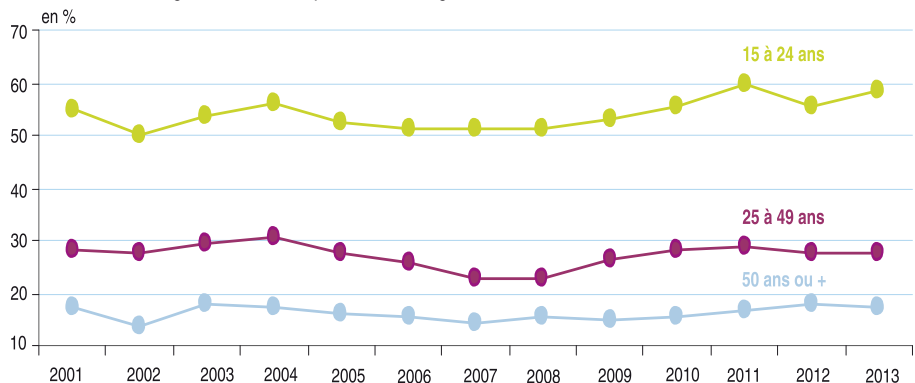
Taux d'emploi et de chômage à La Réunion entre 2001 et 2013



Source : Insee, enquêtes Emploi annuelles 2001-2013.

7 Les jeunes sont les plus pénalisés

Taux de chômage à La Réunion par tranche d'âges entre 2001 et 2013



Source : Insee, enquêtes Emploi annuelles 2001-2013.

est franchie pour la première fois en 2011. Deux ans plus tard, 102 100 Réunionnais sont au chômage, soit 26 600 chômeurs de plus qu'en 2007.

Les jeunes sont les plus touchés, puisque 58,6 % des actifs de moins de 25 ans sont à la recherche d'un emploi en 2013, soit 25 200 Réunionnais. Le niveau du chômage des jeunes est particulièrement sensible à la dégradation de la conjoncture. Ainsi, entre

2007 et 2013, le taux de chômage des jeunes augmente de 7,6 points, contre + 5 points pour les Réunionnais âgés de 25 à 49 ans (figure 7). Inversement, les jeunes bénéficient moins des retombées de la croissance économique. Entre 2001 et 2007, période de forte expansion économique, le taux de chômage des moins de 25 ans ne baisse que de 3,6 points contre - 5,6 points pour les Réunionnais âgés de 25 à 49 ans.

7 300 emplois à créer chaque année pour stabiliser le chômage

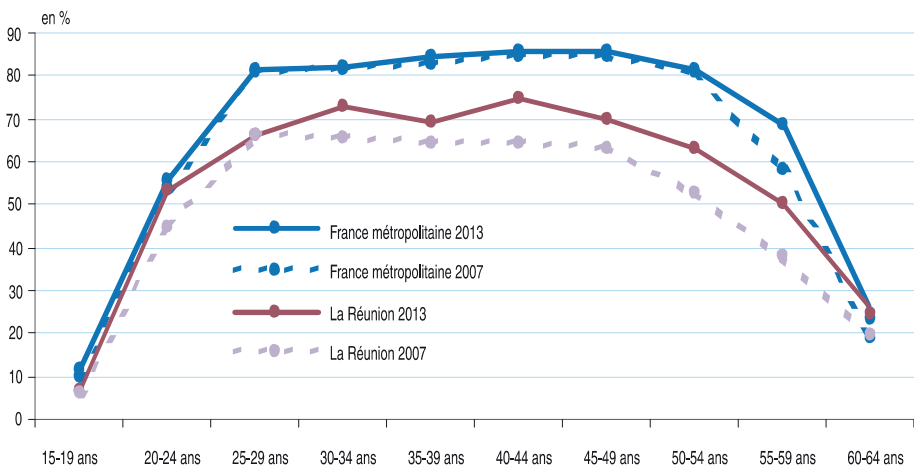
Le retournement de conjoncture n'explique pas à lui seul la hausse récente du chômage. D'ailleurs, entre 2007 et 2013, l'emploi continue d'augmenter plus vite à La Réunion que dans les autres régions de France, avec en moyenne 2 900 emplois supplémentaires par an (figures 9). Cependant la demande d'emplois augmente encore plus vite. Avec 7 300 personnes actives supplémentaires par an, le nombre de chômeurs augmente mécaniquement de 4 400 par an. La pression qu'exerce la hausse de la population active sur le marché du travail s'intensifie par rapport à la période précédente, alors que la conjoncture économique est beaucoup moins favorable. Entre 2001 et 2007, la croissance de la population active était en effet plus faible (+ 5 000 actifs par an), et la hausse de l'emploi était très forte (+ 6 300 postes par an), permettant de réduire le nombre de chômeurs (- 1 300 par an).

La pression démographique sur la population active diminue

Trois facteurs contribuent à la hausse de la population active (méthodologie). Un premier facteur est le renouvellement et vieillissement de la population ; il conduit à La Réunion à une augmentation naturelle de la population en âge de travailler. Entre 2007 et 2013, cette hausse est estimée à 1 800 actifs supplémentaires par an et contribue à un quart de l'augmentation de la population active sur l'île. Celle-ci est deux fois plus faible que sur la période précédente, de 2001 à 2007. Ces évolutions découlent de la structure de la pyramide des

8 Les femmes réunionnaises sont de plus en plus présentes sur le marché du travail

Taux d'activité des femmes à La Réunion et en métropole en 2007 et 2013, par classe d'âge quinquennal



Source : Insee, enquêtes Emploi annuelles La Réunion, en continu France métropolitaine (T2).

âges. En particulier, la population âgée de 25 à 49 ans diminue par rapport à la période précédente.

Un deuxième facteur accroît la population active de l'île : les migrations. Elles contribuent à 14 % de la hausse de la population active, étant estimées à + 1 000 actifs par an entre 2007 et 2013. Ce flux est trois fois plus important que sur la période précédente. En particulier, l'arrivée de nouveaux résidents âgés de plus de 25 ans provoque une hausse annuelle de 2 500 actifs sur l'île entre 2007 et 2013, dont 1 400 ont 50 ans ou plus. Au contraire, la migration des jeunes, notamment vers la métropole, provoque une baisse de 1 500 actifs sur le territoire, allégeant la pression sur le marché du travail. Cette migration des jeunes s'est amplifiée par rapport à la période précédente (- 600 jeunes actifs par an entre 2001 et 2007) (encadré 2).

La hausse des taux d'activité explique 60 % de l'augmentation du nombre d'actifs

Le dernier facteur, prépondérant, est la hausse du taux d'activité des Réunionnais. Entre 2007 et 2013, elle contribue à hauteur de 60 % à l'augmentation de la population active (+ 4 500 actifs par an).

Dans un contexte économique moins favorable, les Réunionnais se portent davantage sur le marché du travail, certainement pour contribuer à maintenir le niveau de vie familial. Il s'agit d'une véritable mutation, car entre 2001 et 2007, la hausse de l'activité des Réunionnais était beaucoup plus faible, estimée à 800 actifs supplémentaires par an, ne contribuant qu'à 16 % de la hausse totale de la population active.

Cette hausse des taux d'activité risque de se prolonger car il existe encore une marge de progression importante par rapport au niveau national, notamment pour les femmes. Si les taux d'activité devaient

continuer à progresser, le nombre d'emplois nécessaires pour stabiliser le chômage augmenterait mécaniquement.

Les Réunionnaises se portent de plus en plus sur le marché du travail

La hausse de l'activité est plus forte chez les femmes, alors qu'elles étaient historiquement peu présentes sur le marché du travail. Entre 2001 et 2007, leur taux d'activité oscille autour de 50 %, soit un niveau faible en comparaison de la France métropolitaine (64 %). Cependant, à partir de 2008, le taux d'activité des Réunionnaises augmente fortement pour atteindre 56 % en 2013, soit une progression trois fois plus rapide qu'en métropole. Cette hausse de l'activité féminine concerne toutes les classes d'âge, des plus jeunes au plus âgées (figure 8). Mais l'augmentation est encore plus sensible à partir de 40 ans, signe d'un renouvellement profond de générations anciennes peu actives par de nouvelles générations plus présentes sur le marché du travail. Pour les hommes en revanche, le niveau d'activité progresse beaucoup plus lentement.

Ces nouvelles générations de femmes plus actives ont également un niveau de formation plus élevé. En 2013, 51 % des femmes qui ont terminé leurs études ont un diplôme, dont 20 % un diplôme de l'enseignement supérieur. En 2007, seulement 42 % étaient diplômées. Cette élévation du niveau de formation explique la moitié de la hausse d'activité féminine à La Réunion, le degré d'activité des femmes augmentant fortement avec leur niveau de formation. Ainsi, une femme titulaire d'un CAP ou BEP est deux fois plus active qu'une femme sans diplôme alors que le ratio n'est que de 1,3 pour les hommes. D'ailleurs, à niveau de formation équivalent, les Réunionnaises sont tout aussi actives que les Métropolitaines, à l'exception de celles sans diplôme (figure 10). ■

Encadré 2 - Les séniors concentrent les deux tiers de la hausse de la population active

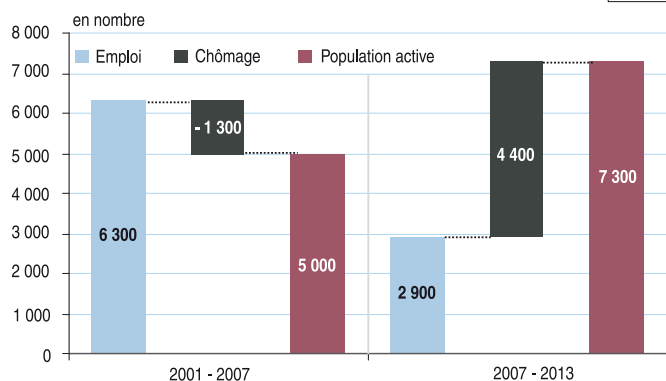
Contrairement à l'idée reçue, la hausse de la population active n'est pas imputable aux jeunes. L'arrivée de nouvelles cohortes de jeunes en âge de travailler, et donc potentiellement d'actifs, est largement contrebalancée par leurs nombreux départs en dehors de l'île. Chaque année, 800 jeunes supplémentaires de moins de 25 ans sont actifs ; ils ne contribuent ainsi qu'à seulement 10 % de la hausse de la population active. La croissance de la population active provient avant tout des séniors (50 ans ou plus). Avec 4 900 actifs supplémentaires chaque année, ils concentrent les deux tiers de la hausse de la population active.

Les trois effets se conjuguent. Ainsi, entre 2007 et 2013, le renouvellement-vieillessement contribue à accroître la population active des plus de 50 ans de 1 100 personnes par an, les migrations apportent 1 400 personnes supplémentaires et la hausse des taux d'activité 2 400 personnes.

9 La hausse de l'activité des Réunionnais accentue la pression sur le marché du travail

Approche marché du travail

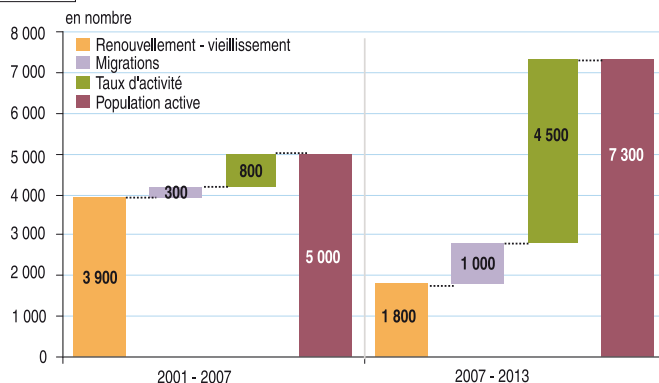
Décomposition de l'évolution annuelle moyenne du nombre d'actifs en fonction de la variation du nombre d'emplois et du nombre de chômeurs entre deux périodes (2001-2007 et 2007-2013)



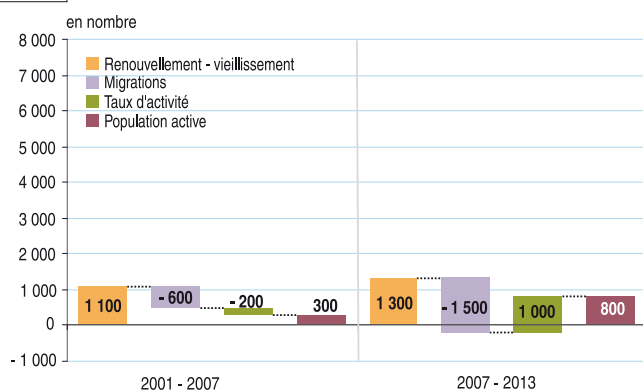
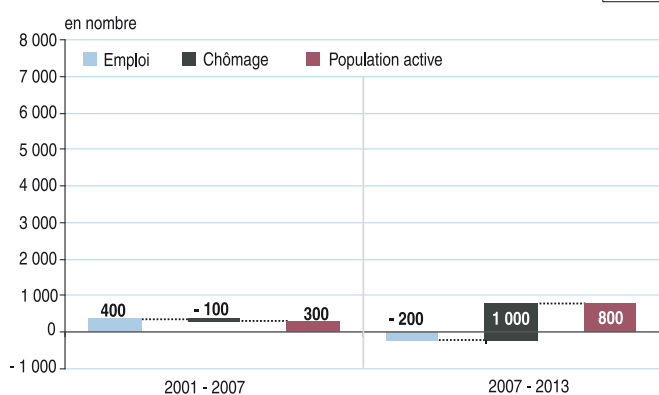
Approche sociodémographique

Décomposition de l'évolution annuelle moyenne du nombre d'actifs en fonction du vieillissement naturel de la population, du solde migratoire et de la variation de l'activité entre deux périodes (2001-2007 et 2007-2013)

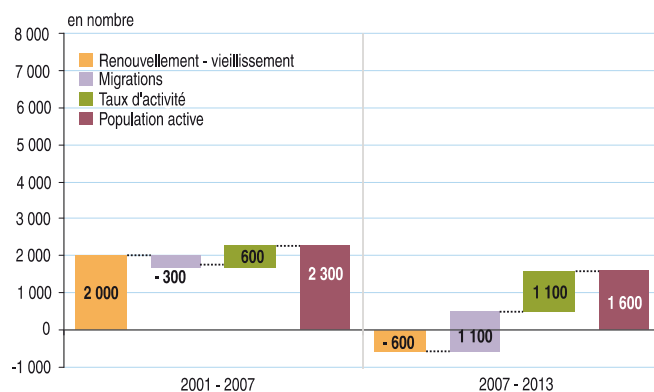
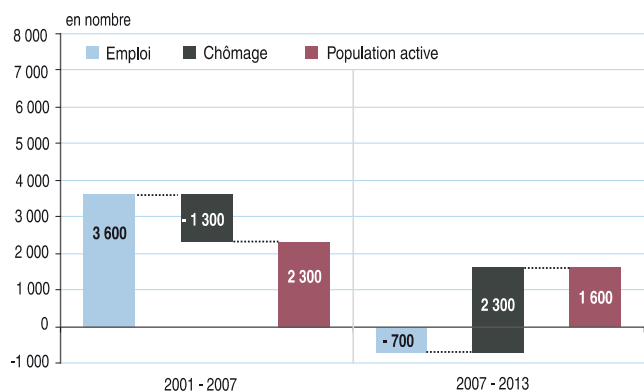
15 ans ou plus



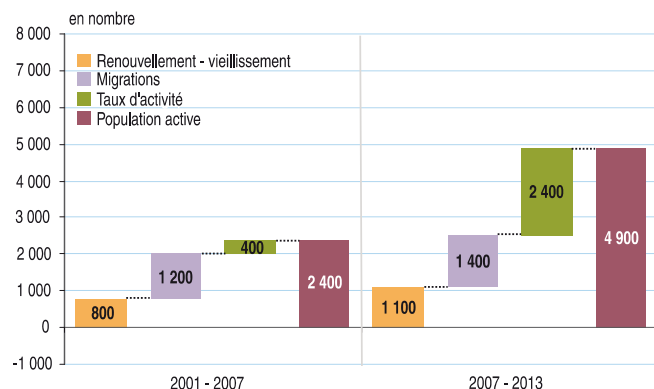
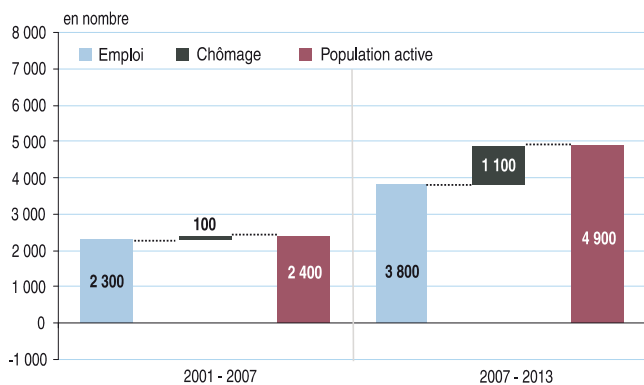
15 à 24 ans



25 à 49 ans



50 ans ou plus

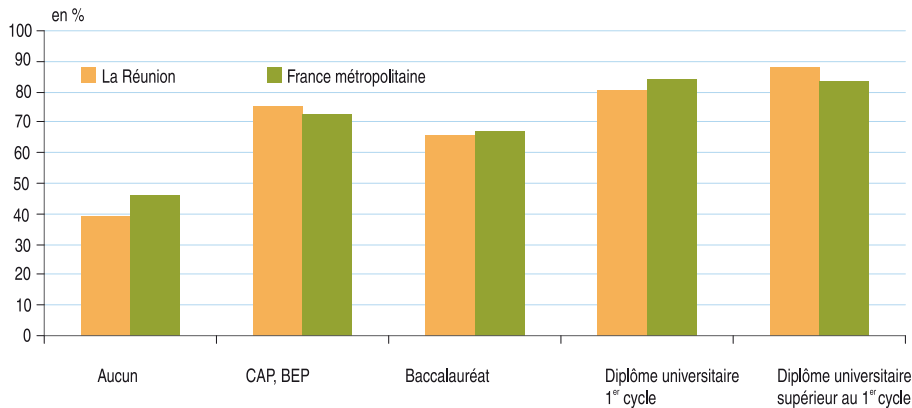


Lecture (graphique en haut à gauche) : entre 2001 et 2007, sur le marché du travail, 6 300 emplois supplémentaires sont créés chaque année. Avec 5 000 actifs supplémentaires par an, le chômage recule de fait de 1 300 personnes par an. Au niveau sociodémographique, le vieillissement de la population contribue à une hausse de 3 900 actifs par an entre 2001 et 2007, les migrations apportent chaque année 300 actifs supplémentaires et la hausse des taux d'activité engendre 800 actifs supplémentaires.

Source : enquêtes Emploi annuelles La Réunion, Estel, estimations de population.

10 À niveau de formation équivalent, le taux d'activité des femmes est proche du niveau métropolitain

Taux d'activité des femmes par diplôme en 2013



Source : Insee, enquêtes Emploi annuelles La Réunion, en continu France métropolitaine (T2).

Méthodologie - Équilibrage du marché du travail

Les données de cette étude sont issues d'un modèle d'équilibrage du marché du travail qui a pour objet de mesurer l'évolution de la population active entre deux périodes et de déterminer les facteurs qui ont conduit à cette évolution. Celle-ci peut se décrire de deux manières.

Selon l'approche du marché du travail, l'évolution de la population est la somme de deux composantes :

- l'évolution du nombre d'emplois ;
- l'évolution du nombre de chômeurs sur une période.

Selon une approche qualifiée de sociodémographique, la variation de la population active est le résultat de trois effets :

- un effet lié au vieillissement des actifs initialement présents sur un territoire ;
- un effet lié aux migrations résidentielles d'actifs ;
- un effet lié à la variation d'activité au cours d'une période.

Ces deux approches permettent de mettre en évidence la manière dont les interactions entre les phénomènes démographiques et économiques conduisent à l'ajustement entre offre et demande d'emploi.

L'effet lié au vieillissement des actifs est calculé à partir d'une estimation de population en fin de période en faisant simplement vieillir la population de début de période, à laquelle est appliquée les taux de survie à chaque âge entre les deux périodes. L'effet lié aux migrations résidentielles n'est pas directement estimé, il est obtenu comme solde entre la variation de la population active et l'addition de l'effet lié au vieillissement et de l'effet lié à l'activité.

Sources

Les estimations d'emploi localisées (**Estel**) couvrent l'emploi total, salarié (au lieu de travail, comme au lieu de résidence) et non salarié (au lieu de travail) et par secteur d'activité détaillé.

L'**enquête Emploi** observe à la fois de manière structurelle et conjoncturelle la situation des personnes sur le marché du travail. C'est la seule source fournissant une mesure des concepts d'activité, chômage, emploi et inactivité tels qu'ils sont définis par le Bureau international du travail (BIT).

Définitions

Un **chômeur** au sens du Bureau international du travail (BIT) est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé au moins une heure durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle emploi (et inversement).

Le **taux d'activité** est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

Le **taux d'emploi** est le rapport entre le nombre de personnes ayant un emploi et l'ensemble de la population correspondante. Il est généralement calculé sur la population âgée de 15 à 64 ans.

Le **taux de chômage** est la proportion du nombre de chômeurs dans la population active.

Directrice de la publication :
Valérie Roux

Rédactrice en chef :
Claire Grangé

Maquettiste :
Jocelyne Damour

© Insee - Iedom - AFD - 2015

Pour en savoir plus

- Le Grand H., Rivière J., « Rénovation de l'enquête Emploi : un taux de chômage de 26,8 % en moyenne en 2014 », *Insee Flash Réunion* n° 32, juin 2015.
- Daudin V., Rivière J., « Un taux de chômage autour de 29 % depuis 4 ans », *Informations Rapides Réunion* n° 300, avril 2014.

Partenariat

Le partenariat Cerom (Comptes économiques rapides pour l'Outre-mer) regroupe l'IEDOM, l'Insee et l'AFD. Sa principale mission est la production des comptes économiques rapides.

